



# Tous dans la même galère !

Ce monde tourne vraiment à l'envers. Nos dirigeants multiplient les guerres, soutiennent des dictateurs à travers le monde et provoquent la misère aux quatre coins de la planète. Mais ceux qui tentent de fuir ces situations se retrouvent accusés et pourchassés. La politique de l'Europe des barbelés, de fermeture de frontières et de répression policière, fait des milliers de morts chaque année. Les criminels, ce sont nos gouvernants.

Lorsque des politiciens répètent que l'accueil des migrants et réfugiés coûterait cher, c'est un tissu de mensonges. 10 000 migrants à Calais, c'est une goutte d'eau par rapport à la population de la France ou de la Grande-Bretagne.

C'est plutôt le maintien des frontières qui coûte cher. Non seulement en barrières, dispositifs de surveillance, gardiens, etc. Mais surtout, il nous coûte cher en favorisant la division entre travailleurs de nationalités ou d'origines différentes. Les capitalistes voudraient monter les exploités les uns contre les autres. Nous avons toutes et tous à y perdre. Seule la solidarité entre travailleurs et classes populaires de tous les pays contre ceux qui nous exploitent ici et là-bas, peut nous prévenir de la barbarie engendrée par ce système capitaliste.

## Répression partout, justice nulle part

Le 31 août, la police a embarqué et placé en garde à vue deux dockers CGT du Havre, pour des faits qui remontent... à la manifestation du 14 juin dernier ! Et pour lesquels ils ont déjà été relaxés en juillet. Le gouvernement a reçu la réponse qu'il mérite : Le port a été paralysé par une grève totale jusqu'à la sortie des syndicalistes en fin de journée.

Cette solidarité, nous la manifesterons également le 25 novembre quand les deux dockers passeront devant le tribunal correctionnel de Paris, avec les Goodyear le 19 octobre à Amiens et avec les quinze d'Air France pour la « chemise arrachée » les 27 et 28 septembre. Et tous ceux qui seront poursuivis par une justice revancharde qui veut réprimer les salariés mobilisés contre la loi travail. Car la répression n'est pas un dommage collatéral de la politique antisociale, elle constitue l'un des piliers de l'offensive gouvernementale et patronale actuelle.

## Pour une rentrée des luttes

Au printemps, des centaines de milliers de jeunes et de salariés se sont mobilisés contre la loi Travail, ce manifeste patronal attaquant sur tous les fronts les droits des travailleurs. Sa publication en août marque-t-elle la fin du combat ? L'heure de la résignation ? Non. Céder sur ces attaques, c'est leur donner carte blanche pour continuer à nous attaquer par la suite.

En cette rentrée, il faut choisir son camp. Car eux ont choisi le leur. C'est pourquoi on doit se saisir de la journée d'action et de mobilisation du 15 septembre, lancée par l'intersyndicale contre la loi Travail. D'autant que certains se mobilisent déjà : le 6 septembre les salariés de SFR menacés de 5000 licenciements prévoient d'entrer en grève, le 8 les enseignants contre la réforme des collèges et déjà plusieurs services hospitaliers sont en grève contre la mise en œuvre de leur version de la loi Travail... Une riposte à construire tous ensemble.

**Jeudi 15 septembre : manifestation à Limoges 10h30 place de la République**

## "La prétendue *crise des migrants* pour masquer la crise du capitalisme"

réunion-débat avec le NPA 87 - mardi 20 septembre 2016 à 20h30

salle Blanqui 1 (derrière l'hôtel de ville de Limoges)

### **Les restructurations de La Poste tuent**

Le 17 juillet, un facteur de 53 ans se suicidait à Pontarlier, laissant une lettre qui met directement en cause la politique de La Poste. Il explique que La Poste détruit petit à petit les employés selon ses propres mots et qu'il en est tombé malade. Après avoir rallongé immodérément sa tournée, l'encadrement l'avait chronométré et en avait conclu qu'il n'allait pas assez vite.

L'exploitation à outrance mène un grand nombre de travailleurs au désespoir, il faut la combattre par tous les moyens.

### **Alstom licencie pour ses actionnaires !**

La direction d'Alstom vient d'annoncer la fermeture de son usine de construction de train de Belfort. 500 travailleurs sont sur le carreau, et autant d'ouvriers en sous-traitance.

Alstom n'a pas de problème financier, sa situation est saine et son carnet de commande bien rempli : 30 milliards d'euros de contrats ! La raison de cette fermeture est simple : « restructurer » la production pour faire plus de marge, c'est-à-dire engraisser encore plus les actionnaires sur le dos des travailleurs.

Le gouvernement feint de s'offusquer de cette décision, mais actionnaire à hauteur de 20%, participant à tous les conseils d'administration, il en est le premier complice ! Comme à Air France, à Renault, à la SNCF, à la Poste entre autre, où il accompagne toutes les mesures de restructuration faites contre tous les travailleurs.

### **Le gouvernement fait les poches des retraités**

Une nouvelle fois, les retraités ne devraient avoir aucune revalorisation de leurs pensions le 1<sup>er</sup> octobre.

Mise à part une hausse ridicule de... 0,1% en octobre 2015, les retraites sont bloquées depuis avril 2013. Et même le minimum vieillesse n'a pas augmenté depuis 2 ans.

Aujourd'hui ce sont plus d'un million de retraités qui sont sous le seuil de pauvreté (en particulier des femmes dont la pension est en moyenne de 40 % inférieure à celle des hommes)

Le gouvernement s'en prend sans vergogne aux retraités dont certains de plus en plus nombreux n'arrivent pas à vivre de leurs pensions.

### **Apple : « Nul devoir ne s'impose aux riches » (*L'Internationale*)**

Apple a été condamné par la Commission européenne à verser 13 milliards d'euros au fisc irlandais.

Le gouvernement irlandais a décidé de refuser cette somme (qui représente un quart du budget annuel du pays) et de faire appel. Pourtant, l'Irlande faisait partie, il y a peu, des pays européens les plus endettés, dette que le gouvernement continue de faire payer à sa population !

Tous les bénéfices réalisés par Apple en Europe sont affectés à une filiale, domiciliée en Irlande. En échange, Apple a bénéficié d'un taux d'imposition de 1 % entre 2003 et 2014, et depuis d'un taux de... 0,005 %, soit 50 euros d'impôt pour chaque million de bénéfice !

Apple n'est évidemment pas la seule multinationale à bénéficier de ces « petits » arrangements. La plupart d'entre elles ont trouvé un pays d'accueil (Luxembourg, Pays-Bas...) leur permettant d'échapper presque entièrement à l'impôt. Dans ce cas, on ne parle pas de fraude mais d'« optimisation fiscale ».

Entre-temps, on demande des sacrifices aux populations au nom de la dette de leurs États.

### **Du lait dans le gaz**

L'accord signé entre Lactalis et la FNSEA mardi 30 août ne règle pas le problème des producteurs de lait : comment survivre quand on produit à perte ? L'accord prévoit un prix moyen de 275 euros la tonne sur l'année quand la production coûte environ 330 euros !

Tout laisse penser que la baisse du prix due à la surproduction va continuer, et ainsi renforcer la position des acheteurs, à commencer par Lactalis, numéro un mondial du lait. De quoi douter de la promesse qu'il fait d'augmenter son prix d'achat plus tard... Les ministres « socialistes », soulagés par l'arrêt du conflit, ont montré qu'ils avaient autant de solutions pour les paysans que pour les salariés. Et si nos luttes contre un même adversaire se rejoignent ?